



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché de concession

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-29742>

Département(s) de publication : **34**

Annonce n° **25-29742**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Mairie de La Grande Motte

Forme juridique de l'acheteur : Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Délégation service public exploitation lots de plage en secteur espace naturel remarquable

Description : Délégation de service public pour l'exploitation des lots de plage concédés en secteur espace naturel remarquable

Identifiant de la procédure : 29a6bba1-7ccb-406f-b399-31306a8e0099

Identifiant interne : 2025PLAGESENR

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 92332000 Services de plages

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 92332000 Services de plages

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 1 place du 1er octobre 1974

Ville : La Grande Motte

Code postal : 34280

Subdivision pays (NUTS) : Hérault (FRJ13)

Pays : France

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/23/UE

2.1.5 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 3

Conditions du marché :

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 1

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : « Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique.

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Location de matériel

Description : Location de matériel (bains de mer) avec des activités de surveillance et d'information sur la nature

Identifiant interne : 13

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 92332000 Services de plages

Nomenclature supplémentaire (cpv): 92332000 Services de plages

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 1 place du 1er octobre 1974

Ville : La Grande Motte

Code postal : 34280

Subdivision pays (NUTS) : Hérault (FRJ13)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 31/12/2026

Durée : 48 Mois

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : 1/ Une déclaration de candidature (par exemple formulaires Dc1 et Dc2, ou lettre de candidature libre) qui identifie l'entreprise, sa forme juridique, son capital social ainsi que les personnes habilitées à engager celle-ci ; 2/ Un justificatif datant de moins de 3 mois de l'inscription au registre du commerce (extrait Kbis). Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises. Les candidats étrangers devront produire des documents équivalents ; Pour les sociétés en cours de création : dépôt au guichet immatriculation, projet statuts, Procès-Verbal, etc. 3/ Attestation délivrée par l'administration fiscale, prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales au 31 décembre de l'année précédant celle du lancement de la consultation ; Pour les sociétés en cours de création : sont autorisées les éléments concernant la ou les personne(s) habilitée(s) à représenter la société ; 4/ Certificat délivré par les autorités compétentes attestant que le candidat a rempli ses obligations sociales (Rsi, Urssaf) datant de moins de 6 mois ; 5/ Une déclaration sur l'honneur attestant : - qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à 5 et L. 3123-7 à 11 du Code de la Commande Publique ; - que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18 à 21 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à 8 du Code de la Commande Publique, sont exacts. - justifiant que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées au code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ; - que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ; - justifiant que le candidat a satisfait à l'ensemble des obligations lui incombant en application des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail concernant notamment le respect de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ; 6/ Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : 07/ Comptes annuels des trois derniers exercices clos (bilans, comptes de résultat et leurs annexes). Pour les sociétés récemment immatriculées ou en cours de constitution, fournir tous documents permettant d'apprécier les garanties financières de chaque associé (exemple : certificat délivré par l'administration fiscale justifiant que les associés sont à jour des paiements des impôts, attestation de propriété, participations au capital d'autres sociétés etc.). Pour les sociétés en cours de création, il est nécessaire que le candidat justifie de sa capacité économique et financière en fournissant un bilan prévisionnel. 08/

Attestation d'un organisme bancaire du bon fonctionnement et de bonne tenue de compte ; 09/ Attestation sur l'honneur de non-faillite personnelle ou liquidation judiciaire, 10/ Attestation d'assurances de responsabilité civile et professionnelle de moins de 3 mois couvrant l'activité objet de la concession ; Pour les sociétés en cours de création : Les attestations d'assurance responsabilité civile et professionnelle en nom propre pour l'activité projetée ou une garantie de la compagnie d'assurance pour assurer l'activité projetée ;

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : 11/ Les garanties professionnelles : - pour les personnes morales : Identité de la personne physique qui sera désignée responsable à l'égard de la Ville des obligations prescrites par le projet de sous-traité d'exploitation ; Curriculum vitae de la personne physique responsable et des dirigeants de la société ; - pour les candidats personnes physiques : lettre de candidature datée et signée, accompagnée d'un curriculum vitae avec nom, prénom, diplômes, expériences professionnelles etc. ; 12/ références professionnelles détaillées portant sur les trois dernières années, dont le candidat peut se prévaloir concernant l'exploitation d'équipements et activités présentant des caractéristiques similaires à ceux objet de la délégation, et toute autre référence pertinente pour apprécier les capacités professionnelles du candidat ; 13/ note précisant les moyens (matériels et humains) garantissant la bonne exécution du service public délégué et notamment sa continuité, les horaires et le calendrier d'ouverture au public envisagés et toute autre information visant à démontrer l'aptitude du candidat à assurer l'accueil du public pendant la période d'exploitation et l'égalité des usagers devant le service public ;

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1609304>

Canal de communication ad hoc :

Nom : AW Solutions

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1609304>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 18/04/2025 à 12:00

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou Litiges relatifs aux marchés publics préfecture de la région Provence - alpes - côte d'azur

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Montpellier

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Commune

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Montpellier

TED eSender : Avenue-Web Systèmes

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

Titre : Location de matériel

Description : Location de matériel (bains de mer) avec des activités de surveillance et d'information sur la nature

Identifiant interne : 14

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 92332000 Services de plages

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 92332000 Services de plages

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 1 place du 1er octobre 1974

Ville : La Grande Motte

Code postal : 34280

Subdivision pays (NUTS) : Hérault (FRJ13)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 31/12/2026

Durée : 48 Mois

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : 1/ Une déclaration de candidature (par exemple formulaires Dc1 et Dc2, ou lettre de candidature libre) qui identifie l'entreprise, sa forme juridique, son capital social ainsi que les personnes habilitées à engager celle-ci ; 2/ Un justificatif datant de moins de 3 mois de l'inscription au registre du commerce (extrait Kbis). Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises. Les candidats étrangers devront produire des documents équivalents ; Pour les sociétés en cours de création : dépôt au guichet immatriculation, projet statuts, Procès-Verbal, etc. 3/ Attestation délivrée par l'administration fiscale, prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales au 31 décembre de l'année précédant celle du lancement de la consultation ; Pour les sociétés en cours de création : sont autorisées les éléments concernant la ou les personne(s) habilitée(s) à représenter la société ; 4/ Certificat délivré par les autorités compétentes attestant que le candidat a rempli ses obligations sociales (Rsi, Urssaf) datant de moins de 6 mois ; 5/ Une déclaration sur l'honneur attestant : - qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à 5 et L. 3123-7 à 11 du Code de la Commande Publique ; - que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18 à 21 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à 8 du Code de la Commande Publique, sont exacts. - justifiant que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées au code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ; - que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ; - justifiant que le candidat a satisfait à l'ensemble des obligations lui incombant en application des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail concernant notamment le respect de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ; 6/ Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : 07/ Comptes annuels des trois derniers exercices clos (bilans, comptes de résultat et leurs annexes). Pour les sociétés récemment immatriculées ou en cours de constitution, fournir tous documents permettant d'apprécier les garanties financières de chaque associé (exemple : certificat délivré par l'administration fiscale justifiant que les associés sont à jour des paiements des impôts, attestation de propriété, participations au capital d'autres sociétés etc.). Pour les sociétés en cours de création, il est nécessaire que le candidat justifie de sa capacité économique et financière en fournissant un bilan prévisionnel. 08/ Attestation d'un organisme bancaire du bon fonctionnement et de bonne tenue de compte ; 09/ Attestation sur l'honneur de non-faillite personnelle ou

liquidation judiciaire, 10/ Attestation d'assurances de responsabilité civile et professionnelle de moins de 3 mois couvrant l'activité objet de la concession ;
Pour les sociétés en cours de création : Les attestations d'assurance responsabilité civile et professionnelle en nom propre pour l'activité projetée ou une garantie de la compagnie d'assurance pour assurer l'activité projetée ;

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : 11/ Les garanties professionnelles : - pour les personnes morales : Identité de la personne physique qui sera désignée responsable à l'égard de la Ville des obligations prescrites par le projet de sous-traité d'exploitation ; Curriculum vitae de la personne physique responsable et des dirigeants de la société ; - pour les candidats personnes physiques : lettre de candidature datée et signée, accompagnée d'un curriculum vitae avec nom, prénom, diplômes, expériences professionnelles etc. ; 12/ références professionnelles détaillées portant sur les trois dernières années, dont le candidat peut se prévaloir concernant l'exploitation d'équipements et activités présentant des caractéristiques similaires à ceux objet de la délégation, et toute autre référence pertinente pour apprécier les capacités professionnelles du candidat ; 13/ note précisant les moyens (matériels et humains) garantissant la bonne exécution du service public délégué et notamment sa continuité, les horaires et le calendrier d'ouverture au public envisagés et toute autre information visant à démontrer l'aptitude du candidat à assurer l'accueil du public pendant la période d'exploitation et l'égalité des usagers devant le service public ;

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1609304>

Canal de communication ad hoc :

Nom : AW Solutions

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1609304>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 18/04/2025 à 12:00

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou Litiges relatifs aux marchés publics préfecture de la région Provence - alpes - côte d'azur

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Montpellier

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Commune

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Montpellier

TED eSender : Avenue-Web Systèmes

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

Titre : Location de matériel

Description : Location de matériel (bains de mer) avec des activités de surveillance et d'information sur la nature

Identifiant interne : 15

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 92332000 Services de plages

Nomenclature supplémentaire (cpv): 92332000 Services de plages

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 1 place du 1er octobre 1974

Ville : La Grande Motte

Code postal : 34280

Subdivision pays (NUTS) : Hérault (FRJ13)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 31/12/2026

Durée : 48 Mois

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : 1/ Une déclaration de candidature (par exemple formulaires Dc1 et Dc2, ou lettre de candidature libre) qui identifie l'entreprise, sa forme juridique, son capital social ainsi que les personnes habilitées à engager celle-ci ; 2/ Un justificatif datant de moins de 3 mois de l'inscription au registre du commerce (extrait Kbis). Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises. Les candidats étrangers devront produire des documents équivalents ; Pour les sociétés en cours de création : dépôt au guichet immatriculation, projet statuts, Procès-Verbal, etc. 3/ Attestation délivrée par l'administration fiscale, prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales au 31 décembre de l'année précédant celle du lancement de la consultation ; Pour les sociétés en cours de création : sont autorisées les éléments concernant la ou les personne(s) habilitée(s) à représenter la société ; 4/ Certificat délivré par les autorités compétentes attestant que le candidat a rempli ses obligations sociales (Rsi, Urssaf) datant de moins de 6 mois ; 5/ Une déclaration sur l'honneur attestant : - qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à 5 et L. 3123-7 à 11 du Code de la Commande Publique ; - que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18 à 21 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à 8 du Code de la Commande Publique, sont exacts. - justifiant que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées au code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ; - que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ; - justifiant que le candidat a satisfait à l'ensemble des obligations lui incombant en application des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail concernant notamment le respect de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ; 6/ Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : 07/ Comptes annuels des trois derniers exercices clos (bilans, comptes de résultat et leurs annexes). Pour les sociétés récemment immatriculées ou en cours de constitution, fournir tous documents permettant d'apprécier les garanties financières de chaque associé (exemple : certificat délivré par l'administration fiscale justifiant que les associés sont à jour des paiements des impôts, attestation de propriété, participations au capital d'autres sociétés etc.). Pour les sociétés en cours de création, il est nécessaire que le candidat justifie de sa capacité économique et financière en fournissant un bilan prévisionnel. 08/ Attestation d'un organisme bancaire du bon fonctionnement et de bonne tenue de compte ; 09/ Attestation sur l'honneur de non-faillite personnelle ou liquidation judiciaire, 10/ Attestation d'assurances de responsabilité civile et professionnelle de moins de 3 mois couvrant l'activité objet de la concession ; Pour les sociétés en cours de création : Les attestations d'assurance responsabilité

civile et professionnelle en nom propre pour l'activité projetée ou une garantie de la compagnie d'assurance pour assurer l'activité projetée ;

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : 11/ Les garanties professionnelles : - pour les personnes morales : Identité de la personne physique qui sera désignée responsable à l'égard de la Ville des obligations prescrites par le projet de sous-traité d'exploitation ; Curriculum vitae de la personne physique responsable et des dirigeants de la société ; - pour les candidats personnes physiques : lettre de candidature datée et signée, accompagnée d'un curriculum vitae avec nom, prénom, diplômes, expériences professionnelles etc. ; 12/ références professionnelles détaillées portant sur les trois dernières années, dont le candidat peut se prévaloir concernant l'exploitation d'équipements et activités présentant des caractéristiques similaires à ceux objet de la délégation, et toute autre référence pertinente pour apprécier les capacités professionnelles du candidat ; 13/ note précisant les moyens (matériels et humains) garantissant la bonne exécution du service public délégué et notamment sa continuité, les horaires et le calendrier d'ouverture au public envisagés et toute autre information visant à démontrer l'aptitude du candidat à assurer l'accueil du public pendant la période d'exploitation et l'égalité des usagers devant le service public ;

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1609304>

Canal de communication ad hoc :

Nom : AW Solutions

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1609304>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 18/04/2025 à 12:00

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou Litiges relatifs aux marchés publics préfecture de la région Provence - alpes - côte d'azur

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Montpellier

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Commune

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Montpellier

TED eSender : Avenue-Web Systèmes

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Avenue-Web Systèmes

Numéro d'enregistrement : 63E8E537-B212-8E64-A87C2BCB96DB7EA5

Ville : Seyssinet-Pariset

Code postal : 38170

Subdivision pays (NUTS) : Isère (FRK24)

Pays : France

Adresse électronique : publications-joue@aws-france.com

Téléphone : +33480041260

Rôles de cette organisation :

TED eSender

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Mairie de La Grande Motte

Numéro d'enregistrement : 52402

Adresse postale : Place du 1er Octobre 1974

Ville : La Grande Motte

Code postal : 34280

Subdivision pays (NUTS) : Hérault (FRJ13)

Pays : France

Point de contact : ROSSIGNOL Stéphan

Adresse électronique : correspondre@aws-france.com

Téléphone : 0467290303

Adresse internet : <http://www.lagrandemotte.fr>

Profil de l'acheteur : <http://www.marches-publics.info>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Commune

Numéro d'enregistrement : 63E8E563-F87E-ED63-AA09F2BFB47A8EF1

Adresse postale : 1 place du 1er octobre 1974

Ville : La Grande Motte

Code postal : 34280

Subdivision pays (NUTS) : Hérault (FRJ13)

Pays : France

Point de contact : marchespublics@lagrandemotte.fr

Adresse électronique : marchespublics@lagrandemotte.fr

Téléphone : 0467290303

Rôles de cette organisation :

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

8.1 ORG-0004

Nom officiel : Tribunal administratif de Montpellier

Numéro d'enregistrement : 63E8E572-FCCC-BD81-2DF388B0F1DC9DCB

Adresse postale : 6, rue Pitot

Ville : Montpellier

Code postal : 34063

Subdivision pays (NUTS) : Hérault (FRJ13)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Téléphone : 0467548100

Télécopieur : 0467547410

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

8.1 ORG-0005

Nom officiel : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou Litiges relatifs aux marchés publics préfecture de la région Provence - alpes - côte d'azur

Numéro d'enregistrement : 63E8E58F-9394-652B-C5B350D37379F7A3

Adresse postale : Place Felix-Baret Cs 80001

Ville : Marseille

Code postal : 13282

Subdivision pays (NUTS) : Bouches-du-Rhône (FRL04)

Pays : France

Adresse électronique : catherine.pietri@paca.gouv.fr

Téléphone : 0484654554

Télécopieur : 0484354460

Adresse internet : <http://www.paca.pref.gouv.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de médiation

8.1 ORG-0006

Nom officiel : Tribunal administratif de Montpellier

Numéro d'enregistrement : 63E8E59F-EAA1-B59D-ABCB71453768724D

Adresse postale : 6, rue Pitot

Ville : Montpellier

Code postal : 34063

Subdivision pays (NUTS) : Hérault (FRJ13)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Téléphone : 0467548100

Télécopieur : 0467547410

Rôles de cette organisation :

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 123a3bb6-7400-4931-bc81-cffcf9efd7b3 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 17/03/2025 à 11:12

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 17/03/2025